

# Aller et rester à l'école : les entraves à la scolarisation dans un quartier défavorisé d'Antananarivo (Madagascar)

Par Isabelle DROY  
Institut de recherche pour le développement - UMR C3ED, CED (France)  
isabelle.droy@wanadoo.fr

Par Haja ANDRIANJAKA  
Programme des Nations unies pour le développement  
Antananarivo (Madagascar)  
expdap1@dts.mg

*L'éducation de base et la formation professionnelle sont considérés comme des outils essentiels du renforcement du capital humain des individus. La mobilisation de ce capital éducation dépend ensuite des opportunités sociales qui se présentent à l'individu et lui permettent de réaliser ses potentialités.*

*Cette étude s'appuie sur les données d'une enquête réalisée en 2003 dans un quartier défavorisé de la capitale de Madagascar, Antananarivo. L'analyse s'attache d'abord à identifier les difficultés d'accessibilité de l'école (coût, distance, conditions restrictives) qui peuvent expliquer la non-fréquentation ou l'abandon scolaire. Mais, l'offre scolaire ne suffit pas à expliquer les difficultés que rencontrent les enfants à effectuer un parcours scolaire cohérent. L'analyse de l'environnement dans lequel les enfants vivent fournit aussi des clés de compréhension à une situation qui se caractérise par de très fortes inégalités par rapport au reste de la capitale.*

## **Introduction**

L'agglomération d'Antananarivo, capitale du pays, a été le principal centre de cette dynamique : avec 1,2 million d'habitants, elle représente 60 % de la population urbaine. Comme dans beaucoup de pays en développement, l'inégalité des niveaux de vie y est frappante. Les conditions de vie dans les quartiers défavorisés restent, pour la majorité des ménages, en deçà des normes minimales convenues qui permettraient de les qualifier de conditions décentes.<sup>1</sup>

L'accès à l'école fait partie des droits essentiels des individus. Si droit formel existe bien à Madagascar pour les garçons comme pour les filles, quelle est, dans la réalité, le parcours de formation des individus ? Quel est le lien entre la scolarisation des enfants et les *capabilités* des ménages, c'est-à-dire « *la liberté de mener différents types de vie* » ou encore leur pouvoir d'être et de faire (Sen, 1993) ?

### **1. Fonctionnements, capacités et capital humain**

Les travaux d'A. Sen (Sen, 2000) ont permis mieux comprendre les aspects multidimensionnels du bien-être (dans le sens large du *well-being*) et des situations de pauvreté qui sont associées à des manques ou à des lacunes dans différents domaines : santé, éducation, alimentation, revenus, droits politiques, reconnaissance sociale etc.

La description des caractéristiques des biens d'un individu est donc souvent insuffisante pour évaluer le niveau de bien-être, car il faut savoir aussi ce que l'individu parvient à faire et être (*beings and doings*) avec les biens et les caractéristiques dont il dispose, ce que Sen désigne par « *functionings* » (Silber, 2001). Ce terme est traduit des différentes manières par les économistes francophones : « *performances* » (Silber), « *fonctions vitales* » (Guérin 2003), ou encore simplement « *fonctionnements* ». La *capabilité* « *d'une personne définit les différentes combinaisons de fonctionnements qu'il lui est possible de mettre en œuvre. Il s'agit d'une forme de liberté (...), la liberté de mener des modes de vie divers* » (Sen, 2001).

---

<sup>1</sup> Accès à l'eau potable, assainissement, conditions de logement etc.

Pour chacune des dimensions du développement humain, un individu ou un groupe va être confronté à deux problèmes. En premier lieu, l'accès à un certain nombre de biens, de services, d'informations ou la participation aux décisions ne sont pas les mêmes pour tous. Certains groupes peuvent être privés de droits ou de possibilités d'accès au logement, à la propriété foncière, ou au crédit ou à certains services comme l'éducation ou la santé, soit par le fait d'une discrimination (selon le genre, selon l'ethnie, etc.) ou du fait des inégalités spatiales et économiques (pas d'école ou de dispensaire dans leur quartier ou leur région). On parle alors de pauvreté d'accessibilité.

En second lieu, chaque individu a un « stock d'actifs » particulier, qui est lié à ses caractéristiques personnelles, à son éducation, à son état de santé, au capital physique et financier qu'il possède, aux relations sociales qu'il entretient etc. On appelle ces « actifs » les potentialités. La pauvreté des potentialités exprime donc un déficit d'accumulation dans les domaines de la santé, de l'éducation, des biens matériels ou des relations sociales (Dubois, Mahieu, Poussard, 2001).

Cependant, les potentialités ne peuvent être valorisées que si l'individu a l'opportunité sociale de le faire : par exemple, une femme diplômée peut ne pas avoir accès au marché du travail du fait d'une discrimination liée au genre. Les *capabilités* dépendent donc de l'accessibilité et des potentialités.

Les différentes potentialités sont désignées sous le terme de « capital », car ce mot illustre bien l'aspect d'accumulation. Le *capital humain* est bien analysé depuis les années 1990, date des premiers rapports sur le développement humain élaborés sous l'égide du PNUD. De nombreux programmes de développement tentent de le renforcer, à travers l'éducation et la santé.

Cette étude vise à décrypter partiellement, en fonction des informations disponibles, comment se réalise le fonctionnement « être instruit » dans un quartier défavorisé d'Antananarivo. L'école est-elle accessible pour tous, et, le cas échéant, quels sont les principaux obstacles à la scolarisation : accès géographique, coûts, critères d'âge trop contraignants ? Les conditions de vie et de revenu des familles leur permettent-elles de maintenir leurs enfants à l'école et d'y réussir un parcours « standard » au moins au niveau du primaire, avec l'obtention du certificat de fin d'études primaires ?

## **2. L'enquête auprès des ménages dans un quartier défavorisé d'Antananarivo**

### **a) Isotry, un quartier défavorisé de la « ville basse »**

La ville d'Antananarivo a été construite sur une colline rocheuse formant une citadelle naturelle, Anjalamanga. La ville devint dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle la capitale du royaume, statut qu'elle conserva jusqu'à nos jours. L'urbanisation la plus ancienne concerne l'ensemble de collines constituant la « ville haute », en forme de Y. Ces collines dominent des plaines marécageuses, dont l'aménagement débuta dès le XVII<sup>e</sup> siècle, permettant de les transformer en rizières (Andrianaivoarivony, 1998).

L'expansion de la ville s'est poursuivie au cours du XX<sup>e</sup> siècle en colonisant peu à peu les parties basses. Mais, la maîtrise de l'eau sur ces zones reste délicate malgré les nombreux aménagements depuis les années 1960, comme la route digue qui protège les crues de l'Ikopa sur sa rive droite et qui a permis l'urbanisation plus ou moins contrôlée des plaines ainsi protégées. La « ville basse » est perçue comme un « *agrégat concentré de tous les maux urbains : menaces d'inondation en saison des pluies, entassement humain, graves problèmes d'hygiène et de santé publique, circulation démentielle, pollution dangereuse, sécurité précaire, sous-équipement notoire dans les zones populeuses, tels sont les aspects les plus criants des problèmes de la ville basse* » (Ramamonjisoa, 1998).

Parmi les quartiers de la « ville basse », l'ensemble formé par Isotry et les quartiers voisins stigmatise cette description peu avantageuse. Située sur la partie occidentale de la ville, bordée par le canal Andriantany et la voie ferrée, cette zone est très densément peuplée par une population le plus souvent défavorisée qui a développé un habitat « spontané » donc illicite, souvent à partir de matériaux de récupération. Cette densification non maîtrisée a aggravé les problèmes de gestion urbaine en particulier sur la circulation des eaux que ce soit pour l'évacuation des eaux usées ou l'alimentation en eau potable. Durant la saison des pluies, les canaux d'évacuation des eaux débordent fréquemment et les quartiers de la ville basse sont inondés par ces eaux usées. Les logements précaires sont particulièrement exposés et les conséquences sur la

santé de leurs occupants sont manifestes : foyers de peste qui ressurgissent à chaque saison des pluies, mortalité accrue des jeunes enfants par maladies gastro-intestinales.

### **b) Les objectifs de l'enquête**

L'enquête réalisée en 2003 auprès de 500 ménages de ce quartier<sup>2</sup> a pour objectif de mieux connaître les conditions de vie de la population d'un quartier défavorisé d'Antananarivo, en mettant en lumière les facteurs explicatifs des différentes situations de pauvreté rencontrées et en dégagant les stratégies mises en œuvre par la population pour sortir de cette pauvreté.

La zone choisie correspond à l'aire d'intervention de l'ONG HARDI (Harmonisation des Actions pour un Développement Intégré), qui travaille depuis plusieurs années sur quelques quartiers à l'est de la ville d'Antananarivo (Isotry, 67 ha). Cette association accompagne les familles en réalisant des formations pour l'accès à l'emploi, des structures d'accueil pour les enfants déscolarisés et des actions de micro-crédit pour le démarrage d'activités.

L'échantillon comprend 500 ménages dont près de la moitié (48 %) sont bénéficiaires des actions de HARDI. Ces ménages sont répartis sur 14 Fokontany (ce qui correspond à la plus petite division administrative) de la zone d'Isotry. L'objectif est aussi comparer ces deux groupes et d'éventuellement tirer des éléments de l'impact de l'intervention de l'association.

### **3. Quels obstacles pour accéder à l'école ?**

#### **a) Une offre scolaire étendue mais dégradée**

L'offre scolaire à Antananarivo relève d'écoles publiques (EPP ou école primaire publique) comme d'écoles privées ; la pré-scolarisation des enfants de moins de 6 ans est aussi possible dans la capitale grâce à l'existence de nombreux jardins d'enfants privés. La longue tradition de scolarisation caractérise Madagascar et plus particulièrement Antananarivo, se manifeste par un taux élevé de fréquentation de l'école : dans la capitale, le taux net de scolarisation dans le primaire est de 88 % et le taux brut de 131 %<sup>3</sup> (Madio, 1997).

Si les écoles existent bien, les conditions de scolarisation sont cependant difficiles en particulier à Isotry. Les effectifs de l'école primaire sont très élevés, en moyenne 50 élèves par classe<sup>4</sup>. Sur les 9 écoles primaires publiques du secteur, l'effectif minimum par classe est de 47 élèves et le maximum 73. En raison du manque de place dans les locaux, les élèves sont divisés en deux groupes qui fonctionnent en alternance d'une semaine sur l'autre (groupe de la matinée et groupe de l'après-midi). Ce manque de moyens concerne donc aussi bien les infrastructures que le personnel enseignant, profondément affectés par la forte baisse de leur niveau de vie durant les trois dernières décennies.

Ces manifestations reflètent la faiblesse des politiques publiques de l'éducation prévalant à Madagascar depuis de nombreuses années. Les coupes budgétaires dans le système éducatif associées à la chute du niveau de vie des ménages ont abouti à une dégradation importante du secteur, à une chute des taux de scolarisation et à une désaffectation des établissements publics au profit du privé. (Cory, 2000).

#### **b) Des conditions qui peuvent être restrictives pour les ménages défavorisés**

---

<sup>2</sup> L'enquête a été réalisée par une équipe composée : - de chercheurs associés au C3ED-M (Université d'Antananarivo) ; - de chercheurs et doctorants de l'UMR C3ED (IRD-Université de Versailles St Quentin en Yvelines) et du CED (Centre d'économie du développement- Bordeaux IV) ; - de l'ONG Hardi (Harmonisation des actions pour un développement intégré). Le financement a été assuré par l'UMR C3ED- pôle développement socialement durable.

<sup>3</sup> Le taux net de scolarisation dans le primaire est le rapport du nombre d'élèves de 6 à 11 ans dans le primaire sur le nombre d'enfants de 6 à 11ans (tranche d'âge théorique de fréquentation du primaire). Le taux brut prend en compte l'ensemble des enfants fréquentant le primaire sur le nombre d'enfants de 6 à 11 ans. Il est souvent supérieur à 100 % en raison du maintien dans le cycle primaire d'enfants plus âgés (entrée tardive à l'école, redoublements ou discontinuité de la fréquentation).

<sup>4</sup> Il faut cependant noter une amélioration entre 2002 et 2004 : il était courant en 2002 d'avoir des effectifs de 60 enfants par classe.

La pauvreté d'accessibilité se manifeste aussi par les difficultés qu'éprouvent les familles à rassembler et à fournir un certain nombre de documents administratifs obligatoires pour l'entrée à l'école publique<sup>5</sup>. La proportion d'enfants n'ayant pas d'acte de naissance est une fonction décroissante du groupe d'âge, mais concerne près d'un enfant sur dix dans le groupe de 0 à 5 ans. Les naissances hors union chez des très jeunes filles et une partie des naissances à domicile avec une matrone ne sont pas systématiquement déclarées à l'état civil. C'est au moment de la scolarisation qu'un certain nombre de parents effectuent une démarche au niveau du tribunal pour obtenir un jugement supplétif permettant l'obtention de l'acte de naissance nécessaire à l'inscription des enfants à l'école primaire publique. Dans le programme de scolarisation des enfants issus des familles défavorisées, des associations conseillent et accompagnent les parents sur les démarches à suivre pour l'obtention d'un acte de naissance.

D'autres part, les enfants ne rentrant plus dans certains critères d'âge par rapport à leur niveau ne sont pas acceptés à l'école publique. Une scolarité un peu chaotique, due à une fréquentation irrégulière de l'école et des redoublements peut ainsi conduire à un certain moment, à une situation d'exclusion, assimilée dans les enquêtes à l'échec scolaire.

### **c) Les coûts de scolarité : un obstacle pour les familles les plus pauvres**

Actuellement, la participation financière des parents concerne uniquement la cotisation FRAM (association de parents d'élèves) qui décide de son montant en assemblée générale. Ces frais varient selon les écoles de 5000 à 25000 Fmg/ an par enfant. Les autres frais sont maintenant pris en charge par l'Etat (frais de fonctionnement, assurance scolaire).

Ces montants sont certes très modestes, mais pour les familles les plus pauvres, la scolarisation de plusieurs enfants peut s'avérer difficile, car, outre ces cotisations, il faut habiller correctement les enfants, qu'ils aient des chaussures, ce qui dans le contexte du quartier, n'est pas à la portée de toutes les familles.

### **d) Une assez faible discrimination selon le genre**

L'absence de discrimination entre garçons et filles pour la scolarisation dans le primaire est aussi une observation classique à Madagascar. Par contre, l'enquête d'Isotry montre une sortie plus rapide des filles du système scolaire : le taux de scolarisation est quasiment identique pour les deux sexes sur la tranche d'âge la plus jeune (7-15 ans), mais évolue sensiblement en faveur des garçons pour le groupe un peu plus âgé : 18 % des garçons de 16 à 21 ans suivent encore une formation contre 11 % des filles. Il s'agit probablement d'arbitrages intra-familiaux en faveur des garçons, dans une situation où les ménages n'ont pas la liberté (au sens de Sen) de scolariser tous les enfants.

Les enfants n'ayant jamais fréquenté l'école ne sont pas nombreux, entre 3 et 6 % selon la tranche d'âge. On retrouve ici l'importance accordée à l'instruction qui est ancrée depuis de nombreuses générations à Madagascar et particulièrement en milieu urbain. Mais, pour les ménages d'Isotry cette scolarité est courte, chaotique et d'une « efficacité » limitée, puisqu'à peine un quart des individus réussit à obtenir la première étape qui est le CEPE.

## **4. Revenus et conditions de vie : le cumul des difficultés**

### **a) La faiblesse des revenus et précarité des emplois**

Les ménages des quartiers d'Isotry ont des revenus monétaires qui représentent moins de moitié de ceux des ménages de l'agglomération d'Antananarivo. Le revenu moyen par ménage y est de 256 000 Fmg par mois, alors que celui des ménages de l'agglomération d'Antananarivo atteint 699 000 Fmg par mois en 2002 (enquête emploi Madio).

---

<sup>5</sup> Les parents doivent fournir pour l'inscription de leur enfant : - une copie d'acte de naissance justifiant que l'enfant a au moins 6 ans pour sa première année scolaire (classe de onzième) ; - une attestation de vaccination (BCG et DTCOQ polio) ; - un certificat de résidence justifiant que l'enfant habite dans le Fokontany ; - un reçu de droit d'inscription de 16 500 à 20 000 Fmg par élève selon l'EPP ; - un reçu d'adhésion à l'association des parents d'élèves ou FRAM variant entre 5 000 à 10 000 Fmg selon l'EPP.

Les ménages dirigés par les femmes, soit un quart des ménages, ne disposent en moyenne par unité de consommation, que de 87 % du revenu des hommes, ce qui confirme l'écart entre les deux groupes et la concentration des ménages dirigés par des femmes dans les plus bas quartile de revenus.

Les activités sont pour la plupart concentrées dans le secteur informel : 88 % des actifs travaillent dans ce secteur, que ce soit comme travailleur indépendant ou salarié. Les domaines d'activités sont très variés : docker, lessiveuse, petit commerçant, porteur d'eau, brocanteur, tireur de pousse-pousse etc. Une personne sur 10 travaille dans le secteur privé formel et moins d'une sur cent dans le secteur public.

#### **b) La pauvreté des conditions de vie**

La prise en compte des conditions de vie permet de compléter l'analyse de la pauvreté et des inégalités réalisée sous l'angle du revenu monétaire et de mieux appréhender les aspects multidimensionnels de la pauvreté en mettant en évidence certaines privations auxquelles sont soumises des catégories de population.

#### **Le logement : un habitat très précaire et insalubre**

Les résultats de l'enquête montrent une pauvreté des conditions de vie de la population des quartiers d'Isotry. La « norme » de l'habitat des Hautes Terres est le pisé ou la brique. Or, dans le quartier, près de six logements sur dix sont en matériau de récupération ou relativement bon marché, comme les planches ou autres matériaux, les tôles ou le carton. Alors que la ville d'Antananarivo est électrifiée depuis des décennies, seuls 12 % des ménages du quartier ont l'électricité dans leur logement. Par ailleurs, la majorité des logements est composée d'une seule pièce exiguë dont la surface est en moyenne de 9m<sup>2</sup>. Le taux d'occupation de ces logements est aussi très élevé puisque la taille moyenne d'un ménage est 5,3 personnes.

#### **L'alimentation : une variable d'ajustement**

Etre nourri correctement fait partie de « fonctionnements » essentiels. La quantité de nourriture, mais aussi sa qualité et sa diversité sont deux conditions que les ménages cherchent à remplir pour nourrir correctement leur famille.

L'analyse des dépenses montre que plus de 60 % de la consommation des ménages est consacrée à l'alimentation. En cas de difficulté financière, tous les ménages modifient leur alimentation, généralement en réduisant les quantités consommées et en supprimant les aliments plus onéreux, c'est-à-dire les aliments protéinés comme la viande et le poisson. De plus, près de 4 ménages sur 10 déclarent ne pas manger régulièrement à leur faim. Ces restrictions s'inscrivent dans un contexte de malnutrition chronique : la dernière enquête démographique et de santé à Madagascar (EDS 1997) fait état de 48 % des enfants de moins de trois ans souffrant d'un retard de croissance (taille trop petite par rapport à leur âge).

### **5. Rester à l'école**

#### **a) Une scolarité écourtée faute de ressources**

Les ménages du quartier Isotry se distinguent nettement de la moyenne de la capitale par un niveau de formation très bas, avec un léger écart entre hommes et femmes au détriment des femmes. Alors qu'à Antananarivo, le taux d'obtention du diplôme sanctionnant la fin des études primaire (CEPE) est de 66 % (Madio, SET 1997), cette proportion n'atteint que 25 % pour les ménages de l'enquête. Les trois quarts des personnes de plus de 21 ans ont quitté le système scolaire sans aucun diplôme, ce qui d'emblée les exclut de la plupart des formations professionnelles.

Les raisons d'abandon de l'école sont essentiellement liées à un manque de ressources de la famille, qui n'arrive pas à assumer des coûts de scolarité élevés au regard de ses revenus : écolages, fournitures scolaires, uniformes ou habillement correct. Parmi les ménages les plus pauvres, les enfants doivent aussi travailler pour rapporter un peu d'argent. Le secteur informel est le principal employeur d'enfants ayant quitté l'école avant l'âge légal. Cette contribution peut se faire aussi tout en étant scolarisés : les enseignants soulignent que, dans le quartier d'Isotry, le taux d'absentéisme est élevé les matins de marché car les enfants y sont employés pour des « petits travaux ».

Cette fréquentation irrégulière, aboutissant parfois à un abandon de la scolarité, est généralement le fruit des contraintes de survie pesant sur le ménage. Ce n'est pas un choix libre fondé le sentiment « d'inutilité » ou « d'absence d'intérêt » de l'école pour la famille. Tout démunis qu'ils soient, les ménages ont parfaitement intégré la dimension de l'école comme moyen de sortir de la pauvreté. Cette réaction est assez différente de celle parfois observée en milieu rural, où au-delà des savoirs fondamentaux (lire et écrire), la poursuite de la scolarité est perçue par certains ménages comme étant « sans intérêt pour la famille » et ne préparant pas au métier de paysan.

### **b) Famille et scolarisation**

La proportion très élevée de femmes étant sorties du système scolaire sans aucun diplôme pèse lourdement sur le parcours scolaire de leur descendance. En effet, de nombreuses études montrent la relation positive entre l'éducation de la mère et la réussite scolaire des enfants. L'instruction des parents, et plus particulièrement, celle de la mère, conditionne fortement le taux de réussite des enfants (Coury, Razafindratisma 2000, Madio, SET1997).

Les facteurs liés aux faibles revenus et aux mauvaises conditions de vie ne sont pas seuls en cause. Les parents soulignent d'ailleurs eux-mêmes les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi du travail scolaire de leurs enfants, en raison de leur mauvaise maîtrise de la lecture et de l'écriture. Certains ont d'ailleurs sollicité l'association Hardi pour que soit organisé des cours d'alphabétisation pour les adultes.

Le taux de fréquentation scolaire est établi en faisant le rapport entre le nombre d'enfants de 6 ans à 14 ans fréquentant l'école au moment de l'enquête sur le nombre d'enfants âgés de 6 à 14 ans, qui est la tranche d'âge de la scolarité obligatoire. La proportion des enfants n'allant pas à l'école atteint 20 %. De nombreux enfants sont encore dans le primaire alors qu'ils devraient déjà être au collège. Ils quittent souvent ensuite l'école sans avoir obtenu le CEPE : parmi la population âgée de 14 à 16 ans, seulement une personne sur cinq a obtenu le CEPE et seulement 7 % continue encore des études.

L'arrêt très précoce des études ne permet pas d'avoir un acquis consolidé et durable des bases fondamentales que sont la lecture, l'écriture ou le calcul. Plus du tiers des jeunes âgés de 16 à 21 ont, au mieux, deux années de primaire validées : cette population va très probablement rapidement être confrontée au handicap de l'illettrisme, selon la définition de l'Unesco, c'est-à-dire des individus ayant fréquenté l'école mais n'ayant pas acquis ou conservé la maîtrise de la lecture et de l'écriture.

### **Conclusion**

L'analyse des enquêtes effectuées auprès des ménages du quartier d'Isotry montre un cumul des formes de pauvreté monétaires et de conditions de vie (logement, santé, éducation), dont les conséquences sur la construction des potentialités des individus sont manifestes. Les indicateurs relatifs au capital humain-éducation révèlent un faible « stock » d'actifs, aussi bien pour la génération des parents que celle des jeunes sortis récemment du système scolaire. Les chiffres mettent en évidence la brièveté du parcours scolaire de nombreux enfants, avec une entrée tardive et une sortie précoce de l'école, ce qui raccourci singulièrement la durée de la scolarité.

On voit le lien intergénérationnel des situations de pauvreté, en particulier dans la construction du capital humain éducation. Les nombreuses analyses de la réussite scolaire mettent en évidence l'importance du niveau d'instruction des parents, des revenus et de l'ensemble des variables déterminant le contexte socioculturel dans lequel évolue l'enfant.

Cette situation préoccupante risque de s'aggraver avec la baisse des revenus des ménages consécutive à la crise de 2002. Loin d'être améliorée ou même assurée, la durabilité sociale semble compromise à court terme, à moins que les politiques publiques de lutte contre la pauvreté n'enrayent cette détérioration.

### **Bibliographie**

- ANDRIANAIVOARIVONY R., 1998. « Naissance de la cité des mille » *La cité des mille. Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*. CITE-TSIPIKA, Berger-Levrault, p. 11-22.

- BECKER G., 1993. *Human capital. A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*. The University of Chicago Press.
- COURY D., RAZAFINDRATSIMA N., 2000. Demande d'éducation et taille de la famille à Antananarivo, *Revue d'économie du développement*, 4/2000 p. 105 à 134.
- COURY D., 2000. *De l'école au premier emploi : le poids de l'éducation et de l'origine sociale au cours du temps à Antananarivo*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Paris.
- DUBOIS J.L., MAHIEU R., POUSSARD A., 2001. « La durabilité sociale comme composante d'un développement humain durable », *Le développement humain : Cahiers du Gratice, Université de Paris XII Val de Marne*, pp. 95-113.
- GUERIN I., 2003. Femmes et économie solidaire. La Découverte- MAUSS SED.
- MADIO, 1997. *Le système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997- Premiers résultats de l'enquête SET 1997*. Projet MADIO, Antananarivo.
- RAMAMANJISOA J., 1998. « Paysages et problèmes urbains » *La cité des mille. Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*. CITE-TSIPIKA, Berger-Levrault.
- SEN A.K, 2000. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Odile Jacob.
- SILBER J., 2001. « Amartya Sen et la mesure de la croissance économique et du développement social » *Revue d'économie du développement*, 3/2001, pp. 107-135.